

## MODERNISER, disaient-ils !

Les collègues ne savent plus où donner de la tête. La dernière réforme en date (*avant la suivante*), celle de l'OTE, est venue ajouter à la pression hiérarchique, aux exigences toujours croissantes de « reporting » et de pilotage par le chiffre, à la négation du libre arbitre des agents devant la réalité vécue au quotidien, le démantèlement de l'organisation administrative et la dyarchie ministérielle.

Quand on a vécu toutes ces réformes qui ont frappé le Ministère du Travail depuis une vingtaine d'années (*LOLF, PMDIT, Revue des missions, puis RGPP, puis Plan Sapin, puis réforme territoriale, puis AP 2022, puis OTE...*), on aspire seulement à un peu de calme, à se poser dans le cadre que l'on nous a enfin donné, même s'il ne nous satisfait pas, à la possibilité de faire son travail correctement, à ne pas préparer déjà un nouveau chamboulement. Mais à chaque fois, la machine infernale se remet en route, sans, bien sûr, qu'un quelconque bilan ait été tiré de la précédente réforme. Alors, certains pourraient se dire que l'on est maudits, que le ciel a été outragé par de quelconques maladroites des agents et qu'il n'y a rien à faire pour échapper au courroux divin qui vise notre ministère.

Mais non, tout cela ne résulte pas de manquements des agents, et ce n'est pas que le paratonnerre du 127 Rue de Grenelle qui dysfonctionne. C'est la redoutable mode du « *Nouveau Management Public* » qui frappe toute l'administration française, et ce, depuis plus de 20 ans. Tout le monde administratif est touché par cette frénésie managériale, qui entend appliquer aux services publics les modalités de gestion du secteur privé, tout quantifier et contrôler et chercher par-dessus tout à « *réduire les coûts* ».

Mais ces recettes, qui ont pourtant montré leurs limites dans le secteur privé, sont encore plus mal adaptées aux services publics, pour lesquels les objectifs ne sont pas financiers ni quantitatifs, ou secondairement, mais bien plutôt qualitatifs et appréciables sur le long terme. La politique actuelle veut oublier que la raison d'être des services publics est de remplir des missions d'intérêt général pour l'ensemble de la population, et non de dégager des profits pour diminuer les impôts.

Il convient, d'ailleurs, de s'entendre sur les mots. En effet, comme le disait A. Camus, « *mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde* ». Aussi, il nous paraît impropre de parler de « *réformes* » à propos de ces réorganisations successives, car elles visent en fait essentiellement la réduction des coûts de l'action publique, et non pas son amélioration, ainsi que la limitation des contraintes sur les entreprises résultant, entre autres, de la protection des travailleurs, malgré la finalité affichée des missions de notre Ministère ou d'autres. **Et, on le voit, les conséquences les plus visibles de ces « réformes » sont, à chaque fois, la dégradation du fonctionnement des administrations et de la qualité du service rendu.**

Pour nous mettre un peu de baume au cœur, ou au moins comprendre les ressorts de ceux qui nous maltraitent, et, ainsi, pouvoir mieux dénoncer leurs méfaits, il faut aller lire des ouvrages qui traitent de cette réformite aigüe qui a saisi nos élites politiques et administratives.

Nous vous recommandons notamment : « **Pourquoi joindre l'inutile au désagréable ?** » d'Évelyne Bechtold-Rognon, philosophe, ouvrage de 2018, édité par l'Institut de Recherche de la FSU. Voir une présentation de ce livre en suivant le lien suivant : <http://institut.fsu.fr/-Pourquoi-joindre-l-inutile-au-desagreable-793-.html>



Un autre ouvrage, collectif celui-là, se penche sur ce sujet, il s'agit de « **La valeur du service public** », édité par **La Découverte** en 2021, et dont les auteurs sont **Claire Lemerrier, historienne, Julie Gervais, politiste, et Willy Pelletier, sociologue.**

A partir de nombreuses enquêtes, ces auteurs décortiquent différents exemples de réformes et leurs conséquences délétères sur les agents qui les subissent.

Ils vont même plus loin et mettent en évidence la cristallisation d'**une nouvelle caste : la « noblesse managériale » public-privé.** Celle-ci est venue progressivement supplanter la « noblesse d'Etat », formée, principalement à l'ENA, dans le respect de la supériorité de l'intérêt général et tenant à distance les élites économiques. Cette nouvelle noblesse s'est, elle, formée dans un double cursus : les hautes écoles d'Etat (*elles-mêmes tendant à singer les business schools*) et les hautes écoles commerciales, et ce, depuis les années 1990.

Cette caste ne jurant que par la mobilité, ses membres changent de poste tous les 2 ou 3 ans, allant du public au privé et vice-versa. Inutile de dire qu'ils y appliquent les mêmes principes libéraux, qu'ils ne connaissent pas leurs subordonnés, les usagers au service desquels ils sont censés œuvrer et les missions que leurs services sont censés poursuivre. Il est même apparu une espèce de snobisme consistant à se targuer de ne rien connaître aux missions de ses subordonnés, pour rester un bon manager, fidèle aux principes du nouveau management et ne pas céder à une quelconque empathie avec les agents (*les collègues qui ont postulé à des postes de directeur adjoint ou de directeur verront très bien de quoi l'on parle*). Pas de quoi s'étonner, après, que les agents publics perdent tout sens au travail et que les services publics remplissent de moins en moins leurs missions.

Enfin, ces auteurs mettent en évidence le rôle malsain joué par les cabinets de conseil auxquels la « noblesse managériale » public-privé fait régulièrement appel depuis les années 1990 plutôt que de s'appuyer sur les administrations et sur les usagers : des cabinets formés dans les mêmes business schools qui vont mettre en forme des préconisations dont la ligne générale aura préalablement été fixée par leurs donneurs d'ordre.

**Un très intéressant entretien** avec 2 de ces auteurs est paru récemment dans l'excellente revue **Alternatives Economiques**, auquel vous pouvez accéder en suivant le lien [https://www.alternatives-economiques.fr/modernisations-services-publics-de-veritables-massacres-profess/00103236?utm\\_campaign=sharing&utm\\_content=mail](https://www.alternatives-economiques.fr/modernisations-services-publics-de-veritables-massacres-profess/00103236?utm_campaign=sharing&utm_content=mail)



Bonnes lectures, et, surtout, profitons-en pour affûter nos contre-arguments pour la prochaine mise en demeure de nous plier au dernier oukase gouvernemental.

**EN TOUS LES CAS, VOUS POUVEZ COMPTER SUR LA FSU POUR VOUS DONNER DES CLES D'ANALYSE ET VOUS AIDER A RESISTER A LA DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC !**

Paris, le 19 mai 2022

